Les Cahiers des dix

Le modèle breton

Jean Simard

Numéro 50, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1012911ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1012911ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Simard, J. (1995). Le modèle breton. *Les Cahiers des dix*, (50), 55–77.
<https://doi.org/10.7202/1012911ar>

Le modèle breton

par JEAN SIMARD, s.r.c.

On a beaucoup exagéré nos origines bretonnes. S'il est vrai qu'aux prémices du peuplement de la Nouvelle-France il y a des Bretons, il convient de préciser qu'ils ne sont pas les plus nombreux. En 1680, les Français qui ont déjà pris racine sur les rives du Saint-Laurent proviennent pour la plupart de Normandie (48 %), en second lieu d'Île-de-France (28 %). Les Bretons ne comptent que pour 7 % de cette population, loin derrière les colons qui sont partis des autres régions de l'Ouest: Aunis (25 %), Poitou (24 %), Perche (14 %)¹. Comment, avec de tels chiffres, justifier cette prétendue présence bretonne dans la culture des francophones en Amérique du Nord?

S'agissant de culture, il y a probablement d'autres variables à examiner que les seules origines de la population. Comment expliquer par exemple la thèse d'un Gérard Morisset² sur les sources bretonnes des maisons rurales de la région de Montréal, quand la presque totalité de sa population venait d'ailleurs? Que penser du succès qu'ont connu ici, au début du siècle et plus tard, les chansons de Théodore Botrel, ce poète breton qui fonda en 1904 à Pont-Aven, où il fut inhumé, son pèlerinage, le pardon des Fleurs-d'Ajoncs, et qui eut l'honneur d'être publié dans les cahiers *La bonne Chanson*³ de l'abbé Gadbois, alors que les chansonniers parisiens de la libertaine butte Montmartre n'y étaient pas admis? N'y a-t-il pas lieu de considérer que les liens culturels qui

-
1. D'après le tableau de Stanislas Lortie publié dans le *Bulletin du parler français*, vol. 11 (1903-1904), p. 18.
 2. Gérard Morisset, «Québec. La maison rurale», *Canadian Geographical Journal*, décembre 1958.
 3. Charles-Émile Gadbois, *La bonne chanson*, ouvrage approuvé par le Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, Saint-Hyacinthe, 1938; également *Chansons de Botrel pour l'école et le foyer*, Montréal, Beauchemin, 1945, 186 p. (Bibliothèque canadienne, collection Maisonneuve).

unissent le Québec à la Bretagne iraient plutôt dans le sens d'un discours construit par une Église conservatrice qui voyait dans la Bretagne catholique, nationaliste et réfractaire à l'esprit républicain des premières années du XX^e siècle, la seule mère-patrie acceptable pour un peuple qui avait préféré la Conquête à la Révolution? Dès lors pourquoi ne pas postuler que ce qui avait été jusqu'à maintenant présenté comme des causes serait en réalité des effets? Si, comme il semble, ce discours trouve ses origines dans la mouvance clérico-nationaliste du début du siècle, alors que la thèse des liens indissolubles entre religion et langue connaissait ses plus hauts sommets, on devra peut-être chercher ce qui, dans la Bretagne religieuse de l'époque, pouvait attirer la sympathie de l'élite du Québec au point où celle-ci aurait mélangée les causes avec les effets.

Le pays breton

L'ancienne province de Bretagne, française depuis 1532 à la suite des mariages de la duchesse Anne avec les rois de France Charles VIII et Louis XII, est connue mondialement par ses riches vestiges mégalithiques qui attestent la présence d'une culture dont les racines plongent à environ 3 000 ans avant notre ère. Les Celtes s'y installèrent vers 1 300 avant Jésus-Christ et y laissèrent des traces indélébiles qui se retrouvent particulièrement dans la langue vernaculaire, les paysages et l'art religieux d'aujourd'hui. Pays fortement marqué par ses origines celtiques qui lui donnent des airs de parenté avec la Grande-Bretagne voisine, la petite Bretagne doit aussi sa personnalité à l'influence gallo-romaine de la France centrale. La division de l'ancienne province en cinq départements (Finistère, Côtes-du-Nord, Morbihan, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique) n'a pu effacer la ligne qui coupe le pays en deux zones linguistiques. On trouve, à l'ouest d'un axe compris entre Saint-Brieuc et Vannes, la basse Bretagne ou Bretagne bretonnante. La signalisation routière y est bilingue, les enseignes y sont souvent rédigées en langue celtique, le paysage est à l'avenant car c'est là qu'on découvre les enclos paroissiaux, les chapelles-ossuaires et les calvaires monumentaux taillés dans le granit. C'est là surtout que sont les célèbres alignements de menhirs et les dolmens. À l'est, c'est la haute Bretagne, le pays gallo. On y parle comme dans la France du centre. Les mégalithes y sont beaucoup moins nombreux, comme d'ailleurs les calvaires et les enclos. Mais on n'est pas moins Breton à Rennes et à Dinan qu'on l'est à Carnac et à Quimper. Ce commun sentiment d'appartenance trouve son explication dans une histoire marquée au coin de la résistance aux forces

centripètes, où les rapports entre religion et culture ont forgé l'identité de ce peuple. C'est peut-être pour cela que le Québec s'est tourné vers lui au début du XX^e siècle, car après tout le combat était le même : celui de minorités qui refusaient de se laisser assimiler par des puissances voisines, dominatrices, et qui, surtout, ne partageaient pas leur foi catholique et même la combattaient.

À l'aube du siècle, l'ennemi numéro un du peuple breton s'appelle Émile Combes. Sa mission au sein du gouvernement de la III^e République consiste à achever l'œuvre de la Révolution en matière religieuse. C'est ainsi qu'il obtient, en 1904, la loi de séparation de l'Église et de l'État. Dès lors les écoles confessionnelles sont fermées, les congrégations sont expulsées ou dissoutes et plusieurs trouvent refuge au Québec, terre d'accueil idéale on le comprendra. La résistance s'organise et les forces de l'ordre doivent prendre d'assaut les écoles publiques défendues par les parents et les religieux. En pleine année scolaire, plus de 25 000 élèves en Ille-et-Vilaine seront renvoyés à la maison pendant plusieurs mois. Ces mesures touchent la France tout entière mais elles prennent un relief particulier en Bretagne du fait qu'elles tombent en même temps qu'un décret interdisant l'usage de la langue bretonne.

Le 29 septembre 1902 en effet, le ministre ordonne aux prêtres de basse Bretagne d'utiliser la langue française au catéchisme et au prône du dimanche, sous peine de coupure de traitement. L'État laïc et centralisateur, tout comme au lendemain de la Révolution, veut abattre l'obscurantisme en même temps que les idiômes barbares qui lui sont souvent associés. Les Bretons se sentent personnellement et collectivement attaqués car le breton et le catholicisme font également partie de leurs traditions les plus chères. La paroisse, le recteur ou curé, le conseil de la fabrique, les bâtiments du culte confisqués et la langue qu'on y parle, tout cela fait partie de leur paysage familial, plus que partout ailleurs en France centrale. Ils le prennent donc comme un affront. Afin probablement de dissuader le gouvernement d'aller trop loin dans sa volonté d'uniformisation, l'évêque de Quimper fait tenir une enquête sur la vivacité des langues dans son diocèse. Il constate que 70 % des enfants suivent le catéchisme en breton. Dans 54 % des paroisses, le breton est la langue unique tandis que 42,5 % utilisent les deux langues et 3,5 %, le français seulement. La prédication se donne en breton dans 82 % des paroisses où le français est peu connu. Les recteurs estiment d'ailleurs que 62 % des fidèles du diocèse ne pourraient suivre un sermon en français. Ces résultats sont du reste corroborés par un rapport de fonc-

tionnaire de l'Éducation, pour qui «80 % des écoles primaires du Finistère sont encore purement bretonnantes⁴».

La législation laïque poursuit son chemin même après la chute du ministère Combes. Dans la foulée de la séparation de l'Église et de l'État, les biens des paroisses sont confisqués. En mars et avril 1906, les fonctionnaires se présentent aux portes des églises pour y dresser des inventaires. Ils sont plutôt mal reçus par ces paroissiens qui avaient souvent fait don de leurs objets personnels à l'église paroissiale et qui ne comprenaient pas qu'on s'introduisit chez eux. Certaines églises se transforment en forteresse d'où on bombarde à coups de pierres les gendarmes venus soutenir les employés de l'État. L'endroit le plus chaud est Sainte-Anne-d'Auray, le plus grand sanctuaire de la Bretagne et haut lieu identitaire. L'opération avait été annoncée pour le 14 mars. La résistance s'organise et on vient de tout le pays au son des clairons, des chansons bretonnes et du slogan: «Catholiques et Bretons toujours». Ceux qui sont venus de loin passent la nuit dans le sanctuaire et font la vigile. Le matin du 14 mars, ils sont entre 6 000 et 7 000 à attendre le rendez-vous fixé à 8 heures par l'agent du fisc. Il y avait là, placés derrière la grille d'entrée, l'évêque, les sénateurs et députés locaux, les maires. L'ennemi ne se présenta pas. Il reviendra sans s'annoncer dix mois plus tard avec 2 800 soldats, 300 gendarmes et 80 agents de la sûreté. Dans les Côtes-du-Nord, on ne terminera avant la fin de l'année que 170 des 403 inventaires prévus⁵.

Si on a pu dire que la Révolution s'était soldée en Bretagne par un renforcement inattendu de la religion traditionnelle et une autorité accrue du clergé qui, en dépit de ses divisions, est apparu comme le défenseur de la piété populaire et la victime d'un pouvoir civil iconoclaste déconsidéré par ses excès, que le choc de 1789 avait aussi favorisé l'amalgame entre religion, conservatisme politique et opposition à la nouveauté, sans compter qu'il avait été en plus le meilleur agent d'implantation de la réforme tridentine⁶, on pourra ajouter ici que les législations anticléricales de celui qu'on a appelé le «père Combes» auront eu ce même effet de repoussoir pour le catholicisme breton. Dans les années 1940, les diocèses de la péninsule fournissent à la France et aux

4. Guy-Marie Oury (dir.), *Histoire religieuse de la Bretagne*, Chambray, C.L.D., 1980, p. 359.

5. *Ibid.*, p. 360.

6. Georges Minois, *Histoire religieuse de la Bretagne*, Saint-Brieuc, Éditions Jean-Paul Gisserot, 1991, p. 86.

missions étrangères un des nombres les plus élevés de prêtres, et 40 % ont moins de 40 ans. Leur formation est fondée sur le pur thomisme et marque peu d'ouverture aux modernes. De 1900 à 1940, la Bretagne fournit aux missions étrangères 1 752 religieuses, 1 056 prêtres, 387 frères enseignants. Les réguliers, qui se sont ressaisis après le traumatisme du début du siècle, comptent 460 communautés dans le seul diocèse de Vannes en 1960. Du côté des fidèles, la pratique régulière atteint 53 % dans les années 1950, un record pour la France de cette époque, tandis que 67 % vont à l'église pour les grands événements : baptêmes, mariages, enterrements⁷. Le catholicisme du premier XX^e siècle, on le voit, ressemble à s'y méprendre à celui des Québécois. C'est ainsi par exemple que des paroissiens passent le temps de la messe à discuter à l'entrée de l'église et que les gens se ruent vers la sortie avant que le prêtre ait prononcé la dernière syllabe de l'« *Ite Missa est* ». Les législations anticléricales auront aussi beaucoup joué sur l'attitude de nombreux Bretons face à l'envahisseur allemand des années 40 et au gouvernement collaborateur du maréchal Pétain. Les Bretons, comme massivement les Québécois, ont été longtemps favorables au maréchal, que l'évêque de Vannes a qualifié de « grand chef suscité comme un miracle par le Christ⁸ ». Un autre évêque, celui de Saint-Brieuc, traitait les gaullistes de dissidents et attribuait la défaite française au « régime de facilité et de mensonge dans lequel nous vivons⁹ ». Le 31 décembre 1940, il demande à son clergé de soutenir sans réserve le régime de Vichy, qui avait restauré le statut légal des congrégations et de l'enseignement libre, c'est-à-dire confessionnel, et qui en plus avait rétabli le territoire de la vieille Bretagne, à l'exception d'une moitié du département de Loire-Atlantique.

Puis vint 1960 et ce fut la débâcle en Bretagne comme au Québec. De 1960 à 1990, la pratique tombe à 20 %, toutes catégories confondues de fidèles. À certains endroits où la fréquentation de la messe et des sacrements était proverbiale, comme à Landerneau et à Brest, les taux passent à 8 % et à 6 %. Même chose du côté de l'encadrement clérical. De 3 378 qu'ils étaient en 1954, les prêtres ne sont plus qu'environ 1 200 aujourd'hui, et 96 % ont plus de 40 ans¹⁰. L'ordination d'un prêtre, là-bas comme ici, est maintenant un événement alors qu'il y a un siècle

7. *Ibid.*, p. 107.

8. *Ibid.*, p. 109.

9. *Ibid.*

10. *Ibid.*, p. 110.

on en comptait plus de 200 annuellement. Jusqu'en 1960, les pèlerinages et pardons déplaçaient les foules, les missions se poursuivaient et on érigeait des croix. Maintenant, dit-on, Sainte-Anne-d'Auray, Tréguier et Locronan n'attirent plus que spectateurs curieux, touristes, photographes et amateurs de folklore qui y viennent admirer bannières de procession, chasubles brodées, binious et costumes régionaux fraîchement sortis des boules à mites. La religion populaire et ses lieux de rassemblement ont souvent été mis en cause pour faire ressortir l'héritage breton au Québec. Le culte à la bonne sainte Anne et l'usage de planter des calvaires et des croix ont plus particulièrement servi à étayer cette preuve. Mais de quelle sorte d'héritage s'agit-il vraiment? De celui qu'on nous aurait légué par filiation directe du XVII^e siècle? Rien n'est moins certain quand on examine attentivement les faits.

Les pèlerinages à sainte Anne

Anne, mère de la Vierge Marie, grand-mère de Jésus-Christ, est une sainte bretonne. Il suffira pour s'en convaincre de consulter l'index des lieux du *Guide religieux de la France*¹¹. Le nom de sainte Anne y apparaît trois fois et il réfère à un lieu de culte situé dans le Finistère, la chapelle Sainte-Anne-la-Palud, et à deux autres dans le Morbihan, l'abbaye Sainte-Anne-de-Kergonan et le pèlerinage de Sainte-Anne-d'Auray. Le sanctuaire d'Auray est le plus connu et le plus fréquenté de tous les lieux de culte européens dédiés à sainte Anne. Il en est un autre cependant, situé en Amérique du Nord celui-là, qui le surpasse probablement par le rayonnement et la fréquentation. Il est situé près de Québec, il s'agit de Sainte-Anne-de-Beaupré. Beaupré dépend-il d'Auray, comme la Nouvelle-France dépend grandement de l'Ouest français au XVII^e siècle?

Rappelons les événements. En 1624, sainte Anne apparaît à un paysan breton qui a pour nom Yves Nicolazic. Elle lui demande de faire construire une chapelle au champ de Bocenno, où elle avait été autrefois honorée, et elle lui fit découvrir, l'année suivante dans la nuit du 7 au 8 mars, une antique statue provenant d'un lieu de culte primitif qui était dédié à la sainte dès le VIII^e siècle, un lieu nommé KerAnna, c'est-à-dire «village d'Anne». L'évêque de Vannes conclut favorablement après enquête à l'authenticité de l'apparition. Une messe fut

11. *Guide religieux de la France*, Paris, Librairie Hachette (Bibliothèque des Guides bleus), 1967, 1235 p.

célébrée le 26 juillet 1625, à l'occasion de la pose de la première pierre d'un sanctuaire nouveau. Les carmes le prirent en charge après les premiers capucins et animèrent des pèlerinages, ou pardons, qui attirèrent toute la Bretagne. De la statue de sainte Anne mutilée pendant la Révolution, un fragment demeure enchâssé dans le socle d'une nouvelle statue, couronnée le 30 septembre 1868. La basilique actuelle, commencée en 1865 dans l'emplacement du sanctuaire du XVII^e siècle, fut consacrée le 8 août 1877. Sainte Anne fut quant à elle proclamée officiellement patronne de la Bretagne le 26 juillet 1914¹². Les gens du pays chantent depuis ces temps :

Sainte Anne, ô bonne mère
Toi que nous implorons
Entends notre prière
Et bénis tes Bretons

Le peintre-écrivain Henri Queffélec se rappelle avoir chanté le cantique durant toute son enfance : « J'apercevais partout des statues de sainte Anne, elle ne pouvait pas ne pas être du pays¹³ ».

Le pèlerinage d'Auray commençait à peine que les missionnaires français en Amérique du Nord propageaient déjà le culte à sainte Anne. Une première chapelle fut dédiée à la sainte bretonne dès l'automne 1629, quand le capitaine Charles Daniel et ses hommes, accompagnés des jésuites Barthélémy Vimont et Alexandre Vieux-Pont, plantèrent leur camp à l'entrée du Saint-Laurent, où se trouve aujourd'hui English-town en Nouvelle-Écosse¹⁴. De 1632 à 1654, les missions d'Acadie furent confiées aux capucins. Or on sait que les capucins assistèrent, les premiers, Nicolazic dans la promotion du pèlerinage à Sainte-Anne-d'Auray. Peut-être y a-t-il une filiation directe pour l'Acadie.

En 1658, une trentaine d'années après les premières apparitions en Bretagne, le sulpicien M. de Queylus, en sa qualité de grand-vicaire de l'archevêque de Rouen au Canada, choisit sainte Anne pour patronne de l'église de Petit-Cap, aujourd'hui Sainte-Anne-de-Beaupré. Rappelons encore les événements qui accusent un mince décalage chronologique

12. *Ibid.*, p. 881. Voir également J. Buléon et E. Le Garrec, *Sainte-Anne-d'Auray. Histoire du pèlerinage*, Abbeville, Éditions Charles Paillart, 1923, 128 p.

13. Henri Queffélec, *Promenades en Bretagne*, Paris, André Balland, 1969, p. 192.

14. Lucien Gagné et Jean-Pierre Asselin, *Sainte-Anne-de-Beaupré, Trois cent ans de pèlerinage*, Sainte-Anne-de-Beaupré, 1984, 96 p., p. 7.

entre Beupré et Auray. Tout commence ici par un naufrage. En 1662, trois voyageurs, M. de la Martinière, Pierre le Gascon et un certain Léquille sont assaillis par une tempête, près du cap Tourmente. Leur barque chavire. Ils font un vœu à sainte Anne. Sans autre soutien qu'une faible épave, ils s'accrochent pendant vingt-quatre heures et affrontent les flots déchaînés. Le lendemain matin ils se retrouvent sur le rivage. Reconnaisants, ils vont remercier leur bienfaitrice dans son église et racontent au curé Morel la protection extraordinaire, voire miraculeuse, dont ils viennent de bénéficier¹⁵. On devine facilement le retentissement qu'eut un tel événement, de Sainte-Anne jusqu'à Québec. La même année, M^{gr} de Laval donne une statue en bois doré à laquelle les contemporains attribuent des vertus miraculeuses: «Ce fut alors que Dieu commença d'opérer des guérisons par l'image miraculeuse de sainte Anne qui y fut mise vers l'an 1661 ou 1662¹⁶».

Et déjà en 1667, le curé Thomas Morel pouvait publier dans les Relations des Jésuites un récit des miracles dont il avait été, pouvait-il affirmer, le «témoin oculaire ou très bien informé». D'autres personnalités avaient aussi donné leur aval au pouvoir de la sainte de Beupré, comme l'ursuline Marie de l'Incarnation, dès le 30 septembre 1665, dans une lettre à son fils:

À sept lieux d'ici il y a un bourg appelé le petit Cap, où il y a une église de sainte Anne dans laquelle Notre-Seigneur fait de grandes merveilles en faveur de cette sainte Mère de la très sainte Vierge. On y voit marcher les paralytiques, les aveugles recevoir la vue, et les malades de quelque maladie que ce soit recevoir la santé¹⁷.

En 1670, M^{gr} de Laval remet au sanctuaire une relique de la sainte. L'évêque écrit à son sujet:

Nous avons cru que pour promouvoir la dévotion des fidèles envers la bienheureuse Anne — dévotion qui va toujours en augmentant — qu'il n'y avait rien de plus efficace que d'exposer sa sainte relique à la vénération publique dans l'église de Sainte-Anne, située à l'endroit appelé Beupré¹⁸.

Le pèlerinage, qui naît en 1662, garde des dimensions modestes jusque dans la seconde moitié du XIX^e siècle. En 1872 commence la

15. *Ibid.*, p. 12.

16. *Ibid.*, p. 38.

17. *Ibid.*, p. 14.

18. *Ibid.*, p. 16.

construction d'un vaste bâtiment qu'un incendie détruira en 1922 et qu'on remplacera par la basilique actuelle. En 1876 sainte Anne est choisie comme patronne du Québec. Deux ans plus tard une communauté de religieux, les rédemptoristes, prend en charge le sanctuaire. En 1887 Léon XIII accorde à Sainte-Anne le titre de basilique mineure et autorise le couronnement de la nouvelle statue miraculeuse. Dès lors Beupré devient un centre national de pèlerinage et participe au vaste mouvement de renaissance des pèlerinages à travers la chrétienté. La fin du XIX^e siècle voit apparaître une sorte de standardisation des grands pèlerinages, où Sainte-Anne-d'Auray et Sainte-Anne-de-Beupré se ressemblent parce qu'ils ressemblent à tous.

On le voit, la courbe de croissance des deux sanctuaires se confond : des débuts modestes au XVII^e, une longue période de survie qui s'étend jusqu'au troisième quart du XIX^e, puis la renaissance moderne qui commande la standardisation. Ce sera une vaste nef pour recevoir un nombre grandissant de pèlerins, une *Scala Santa*, une source et une statue miraculeuses, parfois une chapelle primitive : à Auray la maison de Nicolazic, à Beupré la chapelle dite commémorative. Auray précède généralement Beupré : 7 ans pour le bâtiment moderne, 19 pour le couronnement de la statue. Pour la proclamation de sainte Anne comme patronne du pays, c'est l'inverse. Anne est nommée patronne du Québec 38 ans avant qu'elle le devienne pour la Bretagne. Reste le lien d'origine. On aurait tort de douter qu'une réelle filiation existe dès le départ entre les deux plus grands sanctuaires dédiés à sainte Anne dans le monde. Cette filiation serait toutefois indirecte si l'on en croit une vie manuscrite de M. de Queylus dont une copie est conservée aux archives des sulpiciens à Montréal. Le biographe assure en effet que le nom de sainte Anne a été choisi par M. de Queylus lui-même pour rappeler un trait de la piété de Jean-Jacques Olier, fondateur de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, qui, au retour d'un pèlerinage à Auray, avait fait construire à Paris une chapelle à sainte Anne¹⁹. Si Beupré dépend d'Auray dès l'origine, c'est moins par les Bretons que par les messieurs de Saint-Sulpice de Paris qui entendaient de la sorte honorer leur fondateur. Les premiers témoignages ne font d'ailleurs jamais allusion aux sources bretonnes de la dévotion. Tout au contraire et dès 1670 M^{gr} de Laval lui-même affirme son caractère distinctif et identitaire :

19. *Ibid.*, p. 10.

Rien ne nous a aidé plus efficacement à soutenir le poids de la charge pastorale de cette église naissante que la dévotion spéciale que portent à sainte Anne tous les habitants de ce pays, dévotion qui, nous l'assurons avec certitude, les distingue de tous les autres peuples²⁰.

Si l'on se fie au nombre de chapelles, d'églises et de paroisses qui ont été consacrées à la sainte de Beupré au long des siècles au Québec et dans toute l'Amérique du Nord, on devra donner raison au premier évêque de la Nouvelle-France. Au Québec seulement, sainte Anne donne son nom à 14 municipalités civiles, tandis que 25 paroisses y ont tenu un jour ou l'autre un pèlerinage: trois au XVII^e, cinq au XVIII^e, quatorze au XIX^e, trois au XX^e siècle. On compte aux États-Unis plus de 300 églises ou chapelles dédiées à sainte Anne. Le développement de ces lieux de culte suit l'itinéraire d'implantation des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Il est aussi, dit-on, un autre phénomène qui distingue les habitants de ce pays de tous les autres peuples — d'Amérique du Nord tout au moins — et qu'on associe à la Bretagne, c'est celui des calvaires et des croix.

Les croix de chemin

Les croix appartiennent à la Bretagne comme ses mégalithes et sa langue. Qu'elles soient rouelles, celtiques ou templières, pattées ou droites, de granit ou de schiste, de bois ou de fer, simples ou ornées d'une centaine de personnages, les croix marquent le paysage de Bretagne depuis le haut Moyen Âge. Celles qui précèdent le XVI^e siècle s'y comptent par milliers alors qu'elles sont rares sur le continent européen. Nulle part ailleurs une telle densité et une telle richesse n'existent: 3 135 dans le seul département du Finistère²¹, qui compte les célèbres grands calvaires de Tronoën, de Plougastel-Daoulas, de Saint-Thégonnec et de Guimiliau. Des tableaux de la passion de Jésus-Christ qui mettent en scène jusqu'à près de 200 personnages sculptés aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles. Les croix bretonnes sont le plus souvent taillées dans le granit, surtout dans l'ouest de la péninsule, en pays bretonnant. À l'est, dans la région de Rennes, elles sont plutôt de bois, d'un genre plutôt uniforme, sans figuration, aux extrémités bouletées, hautes. Les plus anciennes datent de la fin du XIX^e siècle. Autour de Nantes, elles sont plutôt de fer.

20. *Ibid.*, p. 16.

21. D'après l'ouvrage de Yves-Pascal Castel, *Atlas des croix et calvaires du Finistère*, Quimper, Société archéologique du Finistère, 1980.

Elles répondent à trois types : un modèle industriel ajouré qui rappelle les croix funéraires, un second, industriel aussi, aux formes pleines et arrondies, enfin les croix de fer forgé. Aucune ne précède le XIX^e siècle²². Les croix de l'est de la Bretagne rappellent étrangement celles du Québec.

Les croix de chemin sont partout présentes sur le territoire du Québec mais de façon inégale. Elles se retrouvent pour leur plus grand nombre au centre du pays, dans la vallée du Saint-Laurent, où vit une population traditionnellement francophone et catholique, tandis qu'elles se clairsèment à la périphérie, à mesure que l'on s'approche de la mer anglophone et protestante. Un inventaire systématique, mené sous ma direction dans les années 1970, a permis d'en dénombrier 2 863²³. Certaines sont en pierre et elles sont peu nombreuses. D'autres sont en fer. Le plus grand nombre est toutefois en bois. Formellement, elles appartiennent à trois types. Il y a tout d'abord la croix simple. Généralement construite par l'habitant, parfois grossièrement équarrie à la hache, assemblée à mi-bois, elle est souvent ornée d'un motif aux extrémités ou à la rencontre de la hampe et de la traverse. Ensuite la croix aux instruments de la passion, souvent œuvre d'artisan, de menuisier ou de forgeron. Nettement plus élaborée que la précédente, on la retrouve surtout le long des belles terres agricoles. Il y a enfin le calvaire, qu'on identifie par la présence du personnage de Jésus-Christ, parfois aussi de ses compagnons et compagnes qui l'ont assisté durant son supplice et à sa mort.

C'est à un jésuite né à Québec, le père François-Xavier Regnard Duplessis (1694-1771), qu'il faut attribuer la paternité des calvaires. Ce dernier a passé une bonne partie de sa vie en France à prêcher des retraites dans des tournées missionnaires, comme le faisait en ce temps Louis-Marie Grignon de Montfort en haute Bretagne, dans les diocèses de Nantes, de Rennes et de Saint-Brieuc, et comme l'avaient fait avant eux Michel Le Nobletz en basse Bretagne et Jean Eudes dans la région

22. Gwenc'hlam Le Scouëzec et Jean-Robert Masson, *Pierres sacrées de Bretagne. Croix et sanctuaires*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, 276 p.

23. Jean Simard et Jocelyne Milot, *Les croix de chemin du Québec. Inventaire sélectif et trésor*, Québec, Les publications du Québec (Collection Patrimoines-dossiers), 1994, 525 p. Ce nombre peut être porté à environ 4 000 si l'on se fie aux relevés du macro-inventaire du patrimoine québécois, réalisés de 1977 à 1986 par le ministère de la Culture et des Communications. Ce relevé inclut vraisemblablement d'autres types de croix, comme les calvaires de cimetière et les croix de sommet.

de Saint-Malo. Adressant des lettres à ses sœurs, Marie-Andrée Duplessis de Sainte-Hélène et Geneviève Duplessis de l'Enfant-Jésus, toutes deux religieuses à l'Hôtel-Dieu de Québec, le père Duplessis ne cesse de décrire ses expériences de missionnaire au cours desquelles il érige et bénit des calvaires. En 1740, il relate l'érection d'un calvaire à Arras (Pas-de-Calais) et traite des bienfaits qui en découlent. Dans l'une de ses dernières lettres, datée du 9 février 1749, il peut écrire:

Je suis charmé qu'on commence à planter des calvaires en Canada. Cela fait faire aux passants bien des actes d'amour de Dieu²⁴.

Les croix de chemin furent précédées par celles des explorateurs, des «découvreurs de pays», qui plantèrent une croix en signe de prise de possession officielle au nom du roi de France, à la manière des astronautes et des cosmonautes de notre temps qui fichèrent les pavillons américain et russe dans le sol de la Lune. Jacques Cartier pour sa part en laissa cinq au cours de ses deux premiers voyages. Une première, le 12 juin 1534, dans la baie des Homards sur la basse Côte-Nord, une deuxième dans la baie de Gaspé, une troisième dans la baie Pashashibu, près de Natashquan, une quatrième sur l'île Saint-Quentin à Trois-Rivières, puis une cinquième, le 31 mai 1536, près de la rivière Saint-Charles, à Québec:

Le 3^e jour de mai et fête de Sainte Croix, solennité et fête, le capitaine fit planter une belle croix, de la hauteur d'environ trente-cinq pieds de longueur, sous le croisillon de laquelle il y avait un écusson, en bosse, des armes de France et sur icelui était écrit en lettres attiques: FRANCISCUS PRIMUS, DEI GRATIA FRANCORUM REX, REGNAT²⁵.

De telles croix furent plantées au fil des explorations, à Montréal en 1642, sur les bords du lac Érié en 1670, puis au Mississippi et en Louisiane en 1683.

Les croix apparurent le long des chemins, faut-il le préciser, à l'ouverture des chemins eux-mêmes. C'est en 1737 que le chemin du Roi, entre Montréal et Québec, fut terminé. Et en 1749, le naturaliste Pehr Kalm, visitant le Canada, pouvait déjà affirmer qu'elles étaient nombreuses:

24. Claire Gagnon, «Le calvaire de Saint-Augustin et l'Hôtel-Dieu de Québec», inédit, Archives de folklore, Division des archives, Université Laval, 1978, 69 p., p. 55.

25. Paul Carpentier, *Les croix de chemin: au-delà du signe*, Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1981, 484 p.

Durant tout mon voyage à travers le Canada, j'ai rencontré des croix dressées ici et là sur la grand-route. Elles ont une hauteur de deux à trois toises et sont d'une largeur en proportion; bien des gens disent qu'elles marquent la limite entre les paroisses, mais il y a plus de croix que de frontières; du côté qui fait face au chemin, on a découpé un profond renfoncement, où l'on a placé soit Notre-Seigneur en croix, soit la Vierge Marie qui tient dans ses bras Notre-Sauveur enfant; on a placé une vitre devant la cavité pour que le vent et la pluie ne puissent rien détériorer. Tout Français qui passe devant un calvaire fait le signe de la croix et se découvre. La croix a souvent la forme représentée ici. En certains endroits, on a ajouté tous les instruments qui, d'après ce que l'on croit, ont dû être utilisés pour crucifier notre Sauveur; parfois même on a placé au sommet le coq de Pierre²⁶.

La présence significative des croix de chemin au milieu du XVIII^e siècle se trouve de nouveau attestée par une carte d'état-major que fit dresser le premier gouverneur britannique de la colonie, James Murray, entre 1760 et 1762. Des croix sommairement dessinées, la plupart dans la région de Québec. En 1776, Thomas Anburey, l'un de ces officiers itinérants de l'armée du conquérant, qui aime observer les us et coutumes des Canadiens, note en particulier leur esprit dévot:

Ces croix élevées dans une bonne intention sont une cause continuelle de retards pour les voyageurs; et ces retards, quand il fait un froid vif, sont réellement insupportables pour des hommes moins dévots que les Canadiens; car quand le conducteur d'une calèche, voiture couverte semblable à nos chaises de poste, arrive près d'une de ces croix, il saute en bas de son cheval, se met à genoux et récite une longue prière, quelle que soit la rigueur de la saison²⁷.

Tout au long du XIX^e siècle, le réseau des croix de chemin se développe avec les voies qui pénètrent progressivement l'arrière-pays et le peuplent. Il s'étendra même à la grandeur du Canada, d'est en ouest, et tracera pour ainsi dire le contour des frontières culturelles du Canada français. Mis à part le Québec, trois des dix provinces canadiennes, où vivent d'importantes minorités françaises, possèdent des croix de chemin. Le Nouveau-Brunswick d'abord, où une trentaine de croix s'égrènent le long du croissant acadien, d'Edmundston à Moncton en passant

26. *Voyage de Pehr Kalm au Canada en 1749*. Traduction annotée du journal de route par Jacques Rousseau et Guy Béthune, avec le concours de Pierre Morisset, Montréal, Pierre Tisseyre, 1977, 674 p., p. 430.

27. Thomas Anburey, *Journal d'un voyage fait dans l'intérieur de l'Amérique septentrionale*, Paris, 1793; lettre du 16 novembre 1776, p. 66-69.

par Caraquet. Des croix peu ornées, comme celles de la Gaspésie voisine, comme si le métier de pêcheur ne laissait pas le temps d'accorder aux croix l'attention qu'on leur porte dans les régions aux terres plus fertiles. Ensuite le nord de l'Ontario, dans les régions minières et forestières s'étendant de Sudbury à Hearst, où un grand nombre de familles de langue française du Québec s'installèrent au début de XX^e siècle et implantèrent les signes de leur culture. Puis le Manitoba, où les premiers Québécois se transportèrent dès le début du XIX^e siècle. C'est en 1818 qu'une trentaine de pionniers fondent Saint-Boniface et transplantent sur les bords de la rivière Rouge, qu'ils colonisent peu à peu, les coutumes et les usages de leurs pères. Certaines de ces coutumes furent inscrites très tôt dans le paysage, comme les «fermes en long», dont l'inspiration vient tout droit de l'ordonnance en rangs telle qu'elle est pratiquée au Québec depuis le XVII^e siècle. Aujourd'hui encore, le paysage manitobain garde des traces concrètes de la survivance de ces anciens Québécois, et les croix de chemin qui s'y trouvent, presque aussi nombreuses qu'en Acadie, en constituent le signe le plus éloquent. Un peu comme les bornes des anciennes voies romaines qui encerclaient la Méditerranée, les croix de chemin de cette partie du pays rappellent à leur façon le rêve des anciens, qui entendaient de cette manière reconstituer l'éphémère empire français d'Amérique.

Selon des estimations récentes²⁸, la France compterait quant à elle entre 15 000 et 20 000 croix étalées sur ses 800 000 kilomètres de routes communales et départementales. Elles sont présentes dans toutes les régions mais varient dans leurs formes comme dans leurs matériaux. Dans les Vosges et le Jura elles sont en grès rose ou gris, en tuf dans le Cantal, en pierre volcanique dans la haute Auvergne, en calcaire dans la Champagne et la Normandie, en granit dans l'Auvergne et la Bretagne. Ailleurs elles sont fabriquées dans des matières provenant de l'extraction minière: ainsi pour l'Ariège qui compte des centaines de croix en fer forgé, pour la Champagne méridionale où l'on trouve des croix coulées en fonte. Plus à l'est on les a faites en bois, mais elles sont peu nombreuses. On l'a dit, c'est en Bretagne péninsulaire, particulièrement dans le Finistère, où elles se trouvent en plus grand nombre et aussi les plus anciennes. Elles tracent les frontières du christianisme celtique, qui s'enracine d'abord outre-Manche, en Irlande, en Écosse, dans le pays de

28. Alain Chaignon, «Croix de chemin: au carrefour des croyances», *Détours en France*, no 20, 1995, p. 79-83.

Galles et le sud-ouest de l'Angleterre, puis se transporte en Armorique, peut-être dès le VII^e siècle. L'aire des croix archaïques de Bretagne, que l'on nomme traditionnellement croix celtiques pour qualifier tout à la fois leur forme, leur origine et leur référence culturelle, coïncide exactement avec le champ d'expansion de l'Église celtique sur le continent, c'est-à-dire en basse Bretagne. Cette Église, d'origine orientale et de structure monastique, se situe en marge de l'organisation romaine qui se répandra en Europe à l'époque carolingienne. Elle marque très tôt son territoire du symbole cruciforme et contribue ainsi très fortement à la construction identitaire du peuple breton, qui, du IX^e au XVI^e siècle, gère sa destinée de façon indépendante pendant que l'Église celtique y connaît son âge d'or.

La haute Bretagne, pour sa part, subit résolument l'influence française dès le rattachement du duché au XVI^e siècle, et ses croix en délimitent précisément les contours. C'est ainsi que dans les régions de Saint-Malo, de Dol et de Rennes, les croix sont plutôt en bois tandis que leur forme se retrouve aussi plus à l'est, c'est-à-dire vers le Maine et la Normandie. Elles sont ornées à leurs extrémités de motifs géométriques et sont souvent garnies, à leur pied ou à leur sommet, d'une niche qui loge une statuette de saint²⁹, comme la masse des croix de chemin du Québec. Dans la région de Nantes, les croix sont plutôt en fer, forgé ou industriel, et s'ornent de motifs que l'on retrouve fréquemment sur les croix de fer du Québec: losanges, fers de lance, rayons, parfois aussi instruments de la passion³⁰. À Nantes comme à Rennes, les plus anciennes croix ne précèdent pas le XIX^e siècle, comme au Québec. Si les croix de chemin du Québec trouvent leur origine en Bretagne, ce n'est certainement pas en pays celtique. Ce sera peut-être en pays gallo et dans les régions voisines, vers l'est.

La source des calvaires abrités sous édicule, tels qu'on les reconnaît sur les deux rives du fleuve, entre Québec et Montréal, est plus problématique encore. Cette manière de faire est presque inconnue en sol français. Pour en voir, il faut parcourir le Massif central, plus précisément les régions du bas Limousin et de la haute Auvergne. Leurs constructions, soutenues par quatre piliers en pierre de taille, sont garnies d'une toiture d'ardoises, tandis que leur sol est couvert de dalles³¹.

29. Le Scouëzec et Masson, *op. cit.*, p. 243-250.

30. *Ibid.*, p. 251-268.

31. Chaignon, *op. cit.*, p. 83.

Le premier calvaire abrité du Québec fut érigé en 1747 par les Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec dans leur seigneurie de Demaure³². On sait le rôle prépondérant qu'a pu jouer le jésuite François-Xavier Regnard Duplessis dans l'érection de ce calvaire, lui qui sillonnait la France et faisait construire des calvaires au terme de ses missions. Serait-il intervenu dans la forme de celui de Saint-Augustin-de-Desmaures? C'est bien peu probable. Peut-être faut-il plutôt attribuer aux neiges abondantes du Massif central et du Québec cette commune tradition du calvaire abrité.

* * *

À l'examen attentif des faits, on doit se rendre compte qu'on a beaucoup exagéré nos sources bretonnes. Il est vrai que les croix et les calvaires ont, en Bretagne, une présence remarquable, vrai aussi que Jacques Cartier, Breton lui-même, fit planter des croix à mesure qu'il avançait dans la découverte du Canada. Il est tout aussi important d'ajouter que la présence des croix et des calvaires est surtout remarquable en pays bretonnant, alors que le découvreur du Canada était du pays gallo. Les croix de découverte — et les croix de chemin qui ont suivi — tirent plutôt leur inspiration de la haute Bretagne et des régions plus à l'est. Le phénomène artistique de renommée mondiale que constituent les grands calvaires et les croix celtiques appartient à un autre monde. Le cas de sainte Anne est différent. Les lieux de culte dédiés à la patronne de la Bretagne sont essentiellement en pays bretonnant. C'est presque par accident que le lieudit Petit-Cap³³, situé à une trentaine de kilomètres à l'est de Québec, finit par être nommé du nom de la sainte armoricaine. Si M. de Queylus avait choisi de rappeler le pèlerinage que fit M. Olier à Notre-Dame du Puy (Auvergne), plutôt qu'à Sainte-Anne-d'Auray, on parlerait peut-être un peu moins aujourd'hui des sources bretonnes dans la tradition religieuse du Québec. Ou alors on y ferait encore référence, parce que le modèle breton trouve plutôt ses origines dans la période où l'Église du Québec a accueilli à bras ouverts les communautés religieuses chassées de France par la loi de séparation de l'Église et de l'État en 1904.

32. Gagnon, *op. cit.*, p. 66.

33. Petit-Cap désignait autrefois le lieu occupé aujourd'hui par le sanctuaire. Il nomme maintenant un promontoire, situé plus à l'est, où loge le Château Bellevue, résidence d'été des prêtres du Séminaire de Québec.

Basilique de Sainte-Anne-d'Auray, 1865. (Photo-carte postale M. Chevret, Les éditions du Gabier, Conches)

Ancienne basilique de Sainte-Anne-de-Beaupré, 1872. La fin du XIX^e siècle voit apparaître une sorte de standardisation des grands pèlerinages, où Sainte-Anne-d'Auray et Sainte-Anne-de-Beaupré se ressemblent parce qu'ils ressemblent à tous. (Photo Livernois, Archives nationales du Québec à Québec, Fonds Action catholique, P429, P515-26)

Calvaire de Plougastel-Daoulas, 1602. Le plus connu des calvaires bretons, il compte 171 personnages. (Photo Jos Le Doaré tirée de *Grands calvaires de Bretagne*, Chateaulin, Éditions d'art Jos Le Doaré, 1973)

Croix du parc Cartier-Brébeuf, Québec, 1887. Reproduction de la croix que Jacques Cartier planta le 31 mai 1536 où il avait passé l'hiver lors de son second voyage. Dans les années 1970, il subsistait 13 croix de ce genre. Elles avaient été érigées en 1934 pour souligner le quatrième centenaire de l'arrivée de Cartier. (Photo Jean Simard, 1995)

Croix de bois, Plevenon, près de Rennes. Dans les régions de Saint-Malo, de Dol et de Rennes, les croix sont plutôt en bois, comme la masse des croix de chemin du Québec. (Photo Jean Simard, 1994)

Croix Auguste Leclerc, Saint-Jean-Port-Joli, 1933. (Photo Ministère de la Culture et des Communications, C.78.318.20 (35))

Croix de fer forgé, Campbon, près de Nantes. Dans la région de Nantes, les croix sont plutôt en fer, forgé ou industriel, et s'ornent de motifs que l'on retrouve fréquemment sur les croix de fer du Québec. (Photo Jean Simard, 1994)

Croix de fer forgé, Château-Richer. (Photo Ministère de la Culture et des Communications. C.78.0275.29A (35))